Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Lettre-ouverte-des-associations-alsaciennes-a



**31 mars 2014**

# Lettre ouverte des associations alsaciennes à François Hollande

**Nous reproduisons ici la lettre ouverte publiée dans les Dernières Nouvelles d'Alsace par le CSFR, Stop Fessenheim et Stop Transports-Halte au Nucléaire.**

Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin

Stop Fessenheim

Stop Transports – Halte au Nucléaire

Le 25 mars 2014

Monsieur François HOLLANDE

Président de la République Française

Palais de l'Elysée

55 rue Faubourg Saint Honoré

75008 PARIS

**Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République Française**

Monsieur le Président de la République,

Entre vous et Monsieur Naoto KAN, Premier ministre du Japon en 2011, il y a une énorme différence. Et pourtant, vous êtes tous deux des Hauts Responsables. Monsieur KAN a eu à gérer (ou a essayé de gérer) une catastrophe nucléaire. Par contre vous, vous n'étiez encore jamais

dans cette situation.

Dans le Huffington Post du 28.10.2013, Monsieur KAN se confie :

*« Avant l'accident de Fukushima, persuadé qu'aucun accident nucléaire ne pouvait arriver tant que les mesures de sécurité étaient correctement observées, j'avais favorisé l'énergie nucléaire. Mais après avoir été confronté à un accident véritable et, en tant que Premier ministre, avoir été à deux doigts d'ordonner l'évacuation de 50 millions de personnes, mon point de vue a radicalement changé aujourd'hui. »*

« Quelles que soient les mesures prises pour éviter les accidents, elles n'empêcheront jamais un accident de se produire, en particulier si des facteurs humains comme le terrorisme sont pris en compte. En fait, ce n'est pas si difficile d'éviter un accident dans une centrale nucléaire : il suffit de supprimer les centrales. Et cette décision appartient à tous les citoyens. »

Monsieur le Président, les accidents et catastrophes de Kyshtym (1957), Windscale (1957), Three Mile Island (1979), Tchernobyl (1986), Tokaï Mura (2005), Kashiwasaki Kariwa (2007), Fukushima (2011)… et les « presque catastrophes » du Blayais (1999) et de Forsmark (2006) sont des avertissements.

Leurs conséquences environnementales et sanitaires sont criminelles et hautement condamnables. Elles hypothèquent non seulement la vie et la santé des contemporains, mais également celles des générations à venir.

Du fait de la soumission de l'OMS à l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), dans le domaine de la radioactivité, suite à l'accord du 28 mai 1959, l'Organisation Mondiale de la Santé est muselée et prisonnière des intérêts de l'industrie nucléaire civile et militaire. Cette situation dictatoriale conduit à toutes les censures.

Afin de pouvoir développer ses activités, l'industrie nucléaire fait croire aux populations et à leurs élus qu'il existe des seuils et des doses d'irradiation admissibles, c'est-à-dire non dangereuses. Alors que la CIPR (Commission Internationale de Protection Radiologique) dans sa Recommandation n° 60 publiée en 1992, spécifie qu'aucune dose de radioactivité ne peut être considérée comme non-nocive.

Accident après accident, catastrophe après catastrophe, le lobby nucléaire s'abrite derrière la notion de « retour d'expérience », faisant croire que ça se passera mieux la prochaine fois. Ce petit jeu hypocrite a assez duré, pendant plusieurs décennies.

Le nucléaire est une technologie non maîtrisable, compte tenu de l'immense dangerosité des matières radioactives utilisées et manipulées (uranium et produits de fission et de transmutation). Compte tenu également de la longue période physique de beaucoup de radioéléments et de la production de déchets que nous léguons, comme cadeau empoisonné, aux générations à venir. L'ASN, dans son avis du 3 janvier 2012, le reconnaît bien puisque l'Article 1 rappelle que l'accident nucléaire ne peut jamais être exclu.

Il est criminel de s'obstiner et de vouloir maintenir en vie une industrie archaïque et nuisible, alors que d'autres pays se désengagent, ayant reconnu cette réalité évidente.

Concernant la centrale nucléaire de Fessenheim, continuellement liftée mais non rajeunie et aussi dangereuse (faille sismique active, possibilité d'inondation, ne résiste pas à l'impact d'un avion de ligne ou de combat, vulnérable aux actes terroristes, danger de pollution irrémédiable de la nappe phréatique…), nous aurions mérité que vous l'arrêtiez immédiatement par décret pour « Risques graves », puis que vous la conduisiez vers sa fermeture administrative en 4 ou 5

ans.

Mais vous ne vouliez pas trop égratigner la prétendue sûreté nucléaire du parc EDF. Les habitants entre Vosges et Forêt Noire ont senti tellement souvent les tempêtes de l'Histoire passer sur leur échine… qu'ils prendront bien encore une louche de risques nucléaires graves… malgré eux !

En conséquence, et seulement pour raison de « transition énergétique », vous voulez fermer les deux vieux réacteurs prototypes de Fessenheim avant la fin de 2016. Et ceci sans que quiconque se retrouve sans emploi. Cet engagement, vous et certains ministres l'avez répété à maintes reprises.

A cette fin, vous avez nommé un Délégué Interministériel. Nous en sommes au troisième. Nous les avons rencontrés avec plaisir, à Paris comme à Colmar, avec espoir, dans un esprit d'ouverture, de participation et de proposition. Mais qu'ont-ils fait de concret, jusqu'à présent, pour la reconversion économique de Fessenheim et de sa région proche ? Rien à l'horizon !

Nous avons le sentiment que leur fonction première est de « promener » les personnes de bonne volonté qui veulent construire un autre avenir, plus soutenable, plus intelligent, nettement moins dangereux.

Voulez-vous tout simplement gagner du temps pour satisfaire l'appétit, c'est à dire les calculs de Monsieur Proglio, P.D.G. d'EDF ?

Du côté allemand, des capitaux, des entrepreneurs, des scientifiques, des élus attendent de pouvoir travailler avec le côté français juste en face, pour construire un avenir commun (autre que celui de 14-18), dans un espace de vie commun, dans une Europe Commune. Sans les deux réacteurs de Fessenheim.

Monsieur le Président, certains de vos ministres, notamment Messieurs Montebourg et Cazeneuve, sont, dans le domaine qui nous préoccupe, de mauvais Conseillers, car à la fois juges et parties, puisque dans leurs régions respectives ils dépendent de l'industrie nucléaire qui a la main haute sur l'économie. N'en déplaise à ces deux Messieurs, Fessenheim est un « site Fukushima ». Et des millions de femmes, d'hommes et d'enfants, entre Bâle et Rotterdam, sont les otages, les victimes potentielles d'une centrale à « Hauts Risques Ajoutés ».

Monsieur le Président : des Actes, des Actes et encore une fois des Actes. Le temps presse.

Il serait terrible que vous soyez obligé de faire vôtres les paroles de Monsieur Naoto KAN, Premier ministre du Japon en 2011.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre profonde préoccupation.

Jean-Jacques RETTIG, Aline BAUMANN Rémi VERDET

Président du Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin

Présidente de l'association Stop Fessenheim

Président de l'association Stop Transports – Halte au Nucléaire

Correspondance :

Jean-Jacques RETTIG Président du CSFR 16 chemin de la Croisette 67130 Frécomrupt

csfr-jj.rettig@sfr.fr